

Position du Planning Familial sur la question de la prostitution

Préambule :

Le Planning Familial agit et lutte pour participer à la construction d'une société égalitaire, sans marchandisation et sans violence. Cet objectif ne doit pas nous conduire à agir, ici et maintenant, en aggravant la situation des personnes en situation de prostitution du fait du système prostituteur. Nous estimons indispensable de prendre en compte la réalité du terrain et de définir une stratégie dans l'intérêt des personnes prostituées.

Déclaration

Le Planning, mouvement féministe, s'appuyant sur son analyse des rapports sociaux de sexe, replace la prostitution dans un continuum de la domination masculine et refuse de faire des personnes prostituées des personnes « à part ».

Si la prostitution a changé dans ses modalités avec l'arrivée d'un nombre important de femmes étrangères dans la prostitution de rue, comme avec l'usage généralisé d'internet, son développement est largement lié aux inégalités économiques croissantes et au renforcement de la marchandisation de nos sociétés.

Dans ce contexte international de précarisation, de mondialisation et d'aggravation des inégalités Nord-Sud, nous constatons le développement de réseaux internationaux organisés d'esclavagisme qui exploitent la misère et les situations de vulnérabilité des personnes prostituées. Les effets des politiques successives pour enrayer les systèmes d'exploitations sexuelles ne protègent pas les victimes et il existe très peu de condamnations de proxénète. Les personnes prostituées sont incitées à dénoncer mais ne bénéficient pas des protections et des droits promis en échange : elles deviennent ainsi encore plus exposées.

Les politiques publiques actuelles et celles qui nous sont proposées, ont pour conséquence de renforcer la pénalisation des personnes prostituées sans mettre en cause les profits des réseaux de proxénètes. Pour exemple, dans le rapport de l'Assemblée Nationale, les lois de sécurité intérieure (LSI) sont toujours en vigueur. Elles prennent un tour d'autant plus violemment répressif que les femmes étrangères en situation irrégulière sont très représentées dans la prostitution de rue et très malmenées dans le contexte de mobilisation contre les droits des étrangers. Elles rendent moins visible l'activité sans changer la donne : pas de protection pour les personnes prostituées, des moyens en diminution pour les associations qui les accompagnent.

Les lois qui condamnent le rapport sexuel tarifé pénalisent les personnes prostituées en priorité. Une loi doit être conçue de façon à ne pas avoir des effets contraires à ses objectifs. C'est pourquoi Le Planning pense que pénaliser le client ne résoudra aucun des problèmes actuels mais risque au contraire de les aggraver en pénalisant d'abord les personnes en situation de prostitution, en renvoyant les femmes dans les zones frontalières, aggravant leur clandestinité.

Le Planning Familial se mobilise sur les conditions de la prostitution qui s'inscrit dans son combat contre les violences, et contre l'exploitation dans toutes ses dimensions.

Le refus de la criminalisation n'est pas contradictoire avec ce combat contre les violences de genre ou les violences économiques.

L'expérience du Planning Familial auprès des femmes et son expertise dans la lutte contre les violences et pour la santé sexuelle lui permet d'intervenir sur ces questions dans une approche globale et avec les personnes en situation de prostitution.

C'est pourquoi Le Planning familial oriente son action sur 3 axes s'appuyant sur les principes fondamentaux qui guident toute action dans le mouvement : éducation populaire, solidarité avec les femmes, souci du respect de la parole de l'autre :

- * **Renforcer le travail sur les rapports de domination et les inégalités femmes/hommes**
- * **Développer l'éducation sexualisée**
- * **Prendre en compte la parole des personnes en situation de prostitution**

Le Planning Familial a pris la décision de s'engager à :

- * **Dénoncer les conditions d'injustice économique croissante, et spécifiquement les écarts entre riches et pauvres, nord et sud, qui ont un impact désastreux sur les conditions de vie des femmes, toujours en première ligne, la prostitution étant un des aspects de cette injustice économique.**
- * **Exiger une réelle politique de démantèlement des réseaux maffieux là où ils sont identifiés.**
- * **Dénoncer les effets pervers de politiques répressives et demander l'abrogation de la loi LSI (art225-10-1)**
- * **Refuser la pénalisation des personnes en situation de prostitution et la criminalisation de l'activité et des clients.**
- * **Refuser la discrimination envers les personnes prostituées quant à l'application des lois en matière de violences sexuelles, d'agression, de voies de fait et harcèlement.**
- * **Revendiquer pour les personnes en situation de prostitution, l'accès aux droits sociaux qui devraient être communs à toutes et tous**
- * **Lutter pour que l'Etat mette en place une aide réelle pour celles qui veulent sortir du système prostitutionnel**
- * **Proposer des recherches actions avec des associations de terrain sur les questions des violences et de la santé sexuelle pour améliorer nos connaissances et nos interventions tant sur le terrain qu'au niveau politique.**